



Le peuple en justice

*Sous la direction de Jean-Pierre Allinne,
Claude Gauvard et Jean-Paul Jean*

Collection « Histoire de la justice » n°24

Association française pour l'histoire de la justice

La place du peuple en justice a profondément évolué tout au long des siècles. La fonction de juge s'est professionnalisée, même si des citoyens-juges élus exercent dans les tribunaux de commerce, les conseils de prud'hommes, ou sont tirés au sort comme jurés de cours d'assises. D'autres participent activement au procès en tant que témoins ou experts. Mais la part que doit prendre le citoyen dans le système judiciaire français, comme juge et même comme témoin, continue de faire débat. Derrière la question de l'élection des juges, toujours présente depuis la période révolutionnaire, c'est celle de leur légitimité qui est posée. Pour mieux comprendre les enjeux, il

fallait revenir au long terme de l'Histoire. D'abord sous la forme de la relation fondatrice que le peuple entretient avec la justice. Depuis l'Antiquité, « l'appel au peuple » des Romains garantissait l'effectivité de la justice. Au Moyen Âge comme sous l'Ancien régime, c'est encore sous le regard du peuple que se prononcent et s'exécutent les condamnations. Mais la puissance des juges, qui affirment prendre leur décision « en ayant Dieu devant les yeux », s'impose jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

La Révolution française, en réaction contre une justice royale honnie, a voulu replacer le peuple au cœur de la procédure. La justice populaire et l'élection des juges se sont imposées comme des évidences de la légitimité démocratique. Si ensuite la justice napoléonienne a marqué le retour en force de la professionnalisation d'une magistrature nommée par le pouvoir, le jury populaire est resté le symbole de cette justice démocratique. La participation des citoyens à la fonction de juger a fait l'objet de réformes ponctuelles et reste une question récurrente.

Aujourd'hui, les juges rendent leurs jugements « Au nom du peuple français ». Cet ouvrage permet de comprendre non seulement comment ils doivent en rendre compte aux citoyens, mais aussi comment ces derniers pourraient mieux participer à l'œuvre de justice.

Avec les contributions de Jean-Pierre Allinne, Alain Bancaud, Michel Bénichou, Didier Boccon-Gibod, Olivier Caporossi, Jean Cédras, Emmanuel Charrier, Jérôme Ferrand, Claude Gauvard, Sylvie Humbert, Jean-Paul Jean, Didier Lett, Martial Mathieu, Michel Porret, Nathalie Przygodzki-Lionet, Jean-Pierre Royer, Denis Salas, Xavier Salvat, Christian Thibon. Avant-propos : André Vallini. Postface : Pierre Truche.

Le peuple en justice

Collection « Histoire de la justice » n°24

Réf. 9782110097392 - 304 pages - 24 €

à La **documentation** Française

Au sommaire

• Avant-propos, *André Vallini, sénateur, président du Conseil général de l'Isère*

• Introduction : Le peuple en justice, *Jean-Pierre Allinne, Claude Gauvard, Jean-Paul Jean et Denis Salas*

• Partie I : Peuple et justice, une relation fondatrice

- Le peuple et l'exécution capitale au Moyen Âge, *Claude Gauvard, professeur émérite d'histoire médiévale, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*

- L'apport des Lumières et de la Révolution française, *Michel Porret, professeur à l'Université de Genève*

- Le peuple accusateur, *Jean-Paul Jean, Avocat général à la Cour de cassation, professeur associé à l'Université de Poitiers*

- Le peuple en défense, *Michel Bénichou, avocat au Barreau de Grenoble, ancien président du Conseil national des barreaux, vice-président du Conseil des barreaux européens*

• Partie II : Le peuple témoin de justice, une relation fragile

- Le témoignage dans l'histoire de la justice française, entre sacralité et méfiance, *Jean-Pierre Allinne, professeur d'histoire du droit à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour*

- Construire la réputation d'un saint : témoins et témoignages dans un procès de canonisation de Nicolas Tolentino au début du XIV^e siècle, *Didier Lett, professeur d'histoire médiévale, Paris VII-Denis Diderot*

- Témoins et témoignages dans les procédures pénales de Castille au XVII^e siècle, *Olivier Caporossi, maître de conférences d'histoire moderne, Université de Pau*

- Témoignages et monitoires : de l'affaire du chevalier de La Barre à l'oralité des débats au XIX^e siècle, *Sylvie Humbert, professeur des Universités catholiques d'histoire du droit, Institut Catholique de Lille et Jean-Pierre Royer, doyen honoraire de la faculté de droit de Lille*

- Le témoignage en justice : Les apports de la psychologie sociale et cognitive, *Nathalie Przygodzki-Lionet, professeur en Psychologie, Université Lille Nord de France, université de Lille*

- La cross-examination, interrogatoire par la partie adverse, *Jean Cédras, agrégé de droit privé, avocat général honoraire à la Cour de cassation, professeur à l'Université de La Rochelle*

- Témoins et témoignages dans les procès traitant de crime de génocides en Afrique de l'Est, *Christian Thibon, professeur d'histoire contemporaine, Université de Pau et IFRA, Nairobi, Kenya*

• Partie III : Le peuple en justice, une relation à reconstruire

- La légitimité démocratique du juge en question, *Denis Salas, magistrat, secrétaire général de l'AFHJ*

- La justice populaire sous les fourches caudines du droit : le cas des tribunaux de famille (1790-1796), *Jérôme Ferrand, maître de conférences en histoire du droit, Université de Grenoble*

- Les citoyens juges de paix, *Sylvie Humbert, professeur des Universités catholiques d'histoire du droit, Institut Catholique de Lille*

- Le temps où la « démocratisation » de la justice impliquait l'échevinage : la Libération, *Alain Bancaud, Institut d'histoire du temps présent, CNRS*

- Le bilan contrasté de la participation citoyenne au jugement de certaines affaires correctionnelles, *Didier Boccon-Gibod, premier avocat général et Xavier Salvat, avocat général, Cour de cassation*

- Chère démocratie...L'association des citoyens à la justice pénale, entre symboles politiques et contraintes financières, *Martial Mathieu, professeur d'Histoire du droit à l'Université Pierre Mendès France, Grenoble*

• **Conclusion**, *Pierre Truche, Premier Président honoraire de la Cour de cassation, président de l'AFHJ*

ÉTUDES ET DOCUMENTS

• L'expertise judiciaire

- L'Expert en Justice, *Cécile Moiroud*

- L'expertise judiciaire vue de la Chancellerie : de la souveraineté du juge à l'exigence de qualité, *Cyprien Henry, conservateur du patrimoine*

- Une approche de l'expertise dans les procès civils : le cas de l'Ile et Vilaine au XIX^e siècle, *Jean-Charles Sinaud*

- Le point de vue de l'expert, *Etienne-Philippe Heckle, expert près la Cour d'appel de Paris, président de la Compagnie nationale des experts judiciaires en activités agricoles, agro-alimentaires, environnementales et horticoles près les cours d'appel et tribunaux administratifs, secrétaire général adjoint du Conseil nationale des compagnies d'experts de justice*

- L'expertise judiciaire en économie-finance : vers une organisation collective de l'objectivité de l'expert, *Emmanuel Charrier*

- Conclusion, *Elsa Marguin-Hamon*

NOTES DE LECTURE

RÉSUMÉS / ABSTRACTS

En vente également en librairie et sur www.ladocumentationfrancaise.fr

bon de commande

À retourner à

**La Direction de l'information
légale et administrative
(DILA)**

• Commandes par courrier :
Administration des ventes
29 quai Voltaire
75344 Paris Cedex 07 France

• Commandes par télécopie :
33 (0) 1 40 15 70 01

Le peuple en justice
réf. 9782110097392

| Prix unitaire TTC | Quantité | Total |
|---------------------------------|----------|--------|
| 24 € | | |
| Participation aux frais d'envoi | | 4,95 € |
| Montant total à payer | | |

Vous êtes une société, un organisme Vous êtes un particulier (cochez la case appropriée)

N° de client _____ (Merci de remplir ce formulaire en capitales)

Raison sociale _____

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

_____ (bât, étage..)

Code postal _____ Ville _____

_____ Pays _____

Téléphone _____ Courriel _____

Par carte bancaire N° _____
Date d'expiration _____ N° de contrôle _____ (indiquer les trois derniers chiffres situés au dos de votre carte bancaire, près de votre signature)

Par mandat administratif (réservé aux administrations)

Par chèque bancaire ou postal à l'ordre du comptable du B.A.P.O.I.A - DF
(B.A.P.O.I.A : Budget annexe publications officielles et information administrative)

Date

Signature